

Fiche n°2

Détail du Plan d'actions

Suite à la campagne de contrôles, un plan d'actions a été élaboré conjointement entre le ministère du développement durable et les syndicats représentant la profession. Il touchera les domaines suivants :

➤ les contrôles

- Suite à la campagne nationale, les arrêtés préfectoraux de mise en demeure proposés par l'inspection des installations classées seront suivis par celle ci, ce qui entraînera des contrôles au cours de l'année 2009 afin de vérifier la mise en conformité des exploitants concernés.
- L'inspection des installations classées poursuivra son action systématique en cas de plainte.
- Un contrôle périodique par des organismes agréés par le ministère du développement durable sera mis en place en 2009, entraînant un contrôle systématique de toutes les installations de nettoyage à sec. Ce contrôle aura une périodicité de 5 ans, touchera les principales spécifications de l'arrêté ministériel et entrera en vigueur en 2009.

➤ la formation

- Introduction d'une durée minimale de formation
- Nécessité d'une mise à jour de la formation pour toutes personnes formées avant le 5 mai 2002
- Rappel en formation d'une journée à une périodicité définie réglementairement

➤ l'évolution de la réglementation

Un nouvel arrêté ministériel est actuellement en cours d'élaboration. Les principales modifications envisagées toucheront :

- les caractéristiques de la machine : équipement des machines nouvelles avec un filtre à charbon actif intégré, un dispositif de sécurisation du hublot basé sur la concentration en perchloréthylène dans le tambour et un raclage automatique des boues
- certification NF: introduction d'une alternative à la certification NF de la machine

➤ l'information et la communication

- Une large diffusion du bilan de l'action nationale sera réalisée par les syndicats professionnels en direction des exploitants de pressing qu'ils soient ou non adhérents, dans l'optique de poursuivre l'action pédagogique de cette campagne en informant les exploitants des principales non conformités rencontrées.
- Des journées de restitution seront organisées en région par les syndicats professionnels, les chambres des métiers et les DRIRE.
- Une plaquette d'information concernant les principales prescriptions du nouvel arrêté sera élaborée dans l'optique de bien informer la profession de la nouvelle réglementation.

➤ la recherche-innovation

Le ministère du développement durable envisage de soutenir, soit directement, soit via ses agences, des projets de recherche touchant à la substitution du perchloréthylène et pourra aussi accompagner des initiatives de la profession dans le domaine de la prévention des risques associés à cette activité.

Contacts presse : Anne Dorsemaine
